

Bulgarie : deux réacteurs flambant neufs pour une centrale qui n'existe pas

[Courrier des Balkans](#) | De notre correspondante à Sofia | lundi 16 janvier 2017

Deux réacteurs nucléaires russes flambants neufs ont été envoyés en Bulgarie pour alimenter la centrale de Belene. Problème : cette centrale n'a jamais été construite, le projet ayant été abandonné par le gouvernement de Boïko Borissov en 2012. Plongée dans les méandres d'une saga explosive.

Par Tatiana Vaksberg



Les militants de Greepeace contre la construction de Belene

D.R.

En avril prochain, la Bulgarie va accueillir deux réacteurs nucléaires tout neufs de 1000 mégawatts chacun. Envoyés par la compagnie russe Atomstroïexport (ASE) et payés par l'État bulgare, ils ne vont pourtant pas servir la centrale nucléaire de Belene à laquelle ils sont destinés. Une situation peu commune : le projet de Belene a été officiellement abandonné par le gouvernement GERB de Boïko Borissov en 2012, date à laquelle les deux réacteurs avaient déjà été commandés.

Le parlement a rejeté mercredi dernier la proposition du Parti socialiste (opposition), qui a toujours soutenu ce projet de nouvelle centrale nucléaire, de relancer Belene. La majorité du GERB a proposé une autre solution : vendre l'équipement.

En juin 2016, une décision de la Chambre arbitrale internationale de Paris a condamné la Bulgarie à payer pour les réacteurs et l'équipement demandés. La veille de Noël, la ministre de l'Énergie bulgare, Temenoujka Petrova, a confirmé que 601 millions d'euros avaient été versés à la compagnie russe et que la Bulgarie allait bientôt se retrouver avec un équipement nucléaire qu'elle « pourrait vendre ». Trois sociétés, dont la compagnie publique nucléaire chinoise, auraient déjà manifesté leur intérêt pour le rachat des réacteurs, a-t-elle assuré.

Temenoujka Petrova a aussi annoncé que l'Académie des sciences serait appelée à présenter une analyse de la situation aussi bien qu'un « avis approfondi » sur les besoins de la Bulgarie d'une nouvelle centrale nucléaire. Un message contradictoire, estime l'ancien ambassadeur de la Bulgarie en Russie, Ilian Vassilev, qui y voit un abus de pouvoir : « Tous le monde sait parfaitement que la centrale de Belene ne peut pas être relancée. Laisser penser le contraire exprime la volonté de répondre aux désirs de certains et de faire payer le gouvernement pour de nouveaux services autour de ce projet ».

Une centrale fantôme

Conçu en 1981, quand les communistes dirigeaient le pays, le projet abandonné de Belene a déjà coûté plus de 2,6 milliards de lévas (1,3 milliards d'euros), les dépenses pour les réacteurs inclus. La construction de cette seconde centrale nucléaire, venant en complément de celle de Kozlodouï, a commencé en 1987 au bord du Danube, à trois kilomètres de la petite ville de Belene. Rapidement arrêté après la chute du régime, le projet a conservé son statut d'initiative abandonnée jusqu'en 2002, quand il a été relancé par le gouvernement de Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha.

Le 6 avril 2002, l'ancien tsar bulgare déclarait que la construction de « cet énorme projet » continuerait afin de « garantir l'indépendance énergétique de la Bulgarie dans les décennies à venir ». Sans expliquer la notion d'« indépendance énergétique », il a laissé pourtant entendre que la construction de la centrale de Belene viendrait en récompense des manques que le pays pourrait subir après la fermeture partielle de la centrale de Kozlodouï, qu'avait imposée par la Commission européenne pour des raisons de sécurité.

La reprise du projet a été confirmée par une décision du Conseil des ministres en avril 2004 et rendue publique plusieurs semaines après, sous la pression de quelques ONG. Deux ans plus tard, quand la compagnie russe ASE a remporté l'appel d'offre pour reprendre le chantier de la future centrale, un détail important a été noté dans les accords : les livraisons à venir ne se feraient qu'à la suite d'un contrat général précisant les modalités de la construction. Ce contrat n'avait toujours pas été signé lorsqu'en 2008, date majeure dans cette saga, les deux co-présidents de la Compagnie nationale d'électricité (NEK) ont passé une commande à l'ASE de la livraison des deux réacteurs.

Lioubomir Velkov et Mardik Papazian, ont été [poursuivis en justice le 17 octobre 2016](#). Selon le site spécialisé d'information judiciaire [legalworld.bg](#), dans cette affaire, le Parquet évoque aussi bien la rentabilité du contrat de livraison des réacteurs que sa légitimité.

Trois ministres ont été accusés de mauvaise gestion dans le cas Belene. Ce sont les deux ministres de l'Énergie consécutifs dans le gouvernement socialiste Stanichev, Roumen Ovtcharov et Petar Dimitrov, et le ministre de l'Énergie dans le gouvernement GERB, Delian Dobrev.